

SOLIDARITE



En quinze mois, j’ai rencontré une dizaine de personnes sans domicile fixe qui essaient de survivre dans les rues de notre ville. Constituée d’un noyau relativement stable, c’est une population malgré tout changeante ; certains s’en vont, les plus chanceux ayant trouvé un centre d’accueil de longue durée ; de nouvelles têtes apparaissent, dont il est difficile de

La rue pour seul domicile...

Claude DUBOIS

connaître le parcours antérieur. On les trouve principalement en cinq ou six lieux ; plusieurs font partie du paysage urbain si je puis dire, et chacun de vous peut avoir repéré l’un ou l’autre.

Ils sont de tous les âges : le plus jeune que j’ai rencontré n’a que 28 ans, le plus âgé bordait la soixantaine. Il s’agit surtout d’hommes : en un an, je n’ai vu que deux femmes parmi eux. Certains se retrouvent à la rue parce que le chômage ou la précarité ne leur permettaient plus de payer un loyer. Quelques-uns perçoivent le RMI. Occasionnellement, il leur arrive d’exercer un petit boulot, sans doute rétribué au noir. Mais peu importent les raisons de leur situation : leur misère suffit à nous interpeller.

La municipalité semble se désintéresser du problème, sauf pour souhaiter la délocalisation du centre du SAMU social de Paris, sis au 115 avenue P. Brossolette (qui n’est de fait compétent que pour les SDF pris en charge par les équipes parisiennes) : la présence de sans-logis aux alentours de ce centre constituerait une gêne pour les riverains qui, eux, sont électeurs à Montrouge ! L’équipe d’animation de la paroisse Saint-Jacques est intervenue auprès du conseil municipal à propos des trois SDF (dont une femme) qui, même en période de grand froid, campent sur le parvis de l’église. Cette situation a amené Wilfrid Vincent à mettre le Maire devant ses responsabilités et à préciser à ses interlocuteurs que, seul, celui-ci a pouvoir de mobiliser les services sociaux de la commune.

Malheureusement, M. Metton n’a rien de consistant à proposer, sinon de feindre que le centre de l’avenue P. Brossolette serait en mesure d’accepter n’importe quel SDF, alors que les démarches pour que ce centre en accueille six de Montrouge (ce qui paraît logique en raison de la proximité) traînent en longueur. Mais un sans-logis qui avait installé une tente dans le square R. Schumann a vu son pauvre bien ramassé par la police. Au nom de la fraternité inscrite dans notre devise républicaine ?

A quand une vraie place pour le vélo à Montrouge ?

Myriam MOUNIER

entre amis, un moyen écologique de se déplacer enfin. Mais voilà, un moyen dangereux aussi quand le vélo n’a pas sa place dans la ville.

Voici le témoignage de Candice : *J’ai décidé un jour d’aller faire du vélo avec mes enfants sur la coulée verte. Première étape : trouver le chemin pour y aller. Ce n’est pas si facile et ce n’est pas à la Mairie que j’ai trouvé les renseignements. Deuxième étape : c’est facile parce que j’habite juste à côté de Gentilly et qu’il y a une station Vélib parisienne juste en bas de chez moi et que mes enfants ont un vélo pour aller au parc de la Cité. Troisième étape : là, j’ai eu peur, pas une piste cyclable, le carrefour devant la Mairie vers le quartier de Jaurès, faut serrer les fesses avec les enfants ! En fait, c’est tout le parcours qui est dangereux, toute la traversée de Montrouge. Quatrième étape : ouf, la coulée verte.*



Ce qui est important avec la bicyclette dans la ville, ce n’est pas seulement les implantations de stations Vélib, c’est tout autant la construction de pistes cyclables pour traverser la ville, vers les boulevards des Maréchaux, vers les communes limitrophes, sur les principaux axes de circulation. Une ville dotée de pistes cyclables est une ville qui respire mieux.

Il semblait pourtant que lors de la consultation sur le PLU en 2006 les Montrougiens en avaient exprimé le besoin... Eté 2009, le Vélib arrive à Montrouge et aucune prévision de piste cyclable n’est faite par la municipalité...

TRANSPORT

Un an après les élections la Mairie se reposerait-elle sur ses lauriers ? Manquerait-elle d’ambition ? Serait-elle le parent pauvre du département ? On peut en effet se poser la question. Prenons l’exemple de la RN20 rebaptisée RD 920 (route départementale 920). Cette voie dangereuse qui coupe affreusement Montrouge en deux va faire l’objet d’une formidable transformation :

Une Mairie à bout de souffle

Louis ORANGE

amélioration de la circulation, aménagement d’une piste cyclable, plantation d’arbres, rénovation de l’éclairage, accessibilité aux transports en commun et aménagement spécifique pour les personnes à mobilité réduite. Donc une vie plus agréable, une vie plus harmonieuse ... mais où et pour qui ? A Antony, à Sceaux ou encore à Bourg-la-Reine mais pas à Montrouge pour le moment et donc pas pour la qualité de vie des Montrougiens. Pourquoi Montrouge serait-elle une fois de plus l’oubliée du 92 ? Eh oui malgré les promesses de Jean-Loup Metton en 2004 alors candidat aux cantonales, Montrouge ne bénéficiera pas des travaux d’embellissement financés par le Conseil général avant de nombreuses années. Encore une promesse non tenue. Dommage pour les Montrougiens qui vont devoir attendre encore et encore pour ne pas dire comme toujours.

Le Président du Conseil général a annoncé l’aménagement de la totalité de la 920 dans le cadre du plan départemental de relance. Mais il n’a donné aucune précision sur la date de réalisation. Dans la série « Montrouge l’oubliée », le préfet n’a pas retenu notre ville dans le cadre du plan de relance gouvernemental. Chaville devrait récupérer plus d’1 million d’euros pour la construction d’un nouveau groupe scolaire, Sèvres demande la rénovation d’un gymnase et Saint-Cloud le financement d’écrans antibruit. Quant à Issy-les-Moulineaux (dirigée par le ministre Santini), 7 dossiers de financement ont été déposés. Et pour Montrouge ? Rien ! Notre ville ne bénéficiera pas du plan de relance économique décidé par P.Devedjian mais conservera ses écoles préfabriquées surchargées, son stade de foot en piteux état et son dynamisme économique déclinant.

+ de détails sur le site internet : www.rdg20.fr

AGENDA



- 19 mars
Journée de mobilisation avec les syndicats
- 22 mars
« Printemps des Libertés » : grand rassemblement au Zénith de Paris
- 25 mars
Conseil municipal (séance publique)
- 8 avril
Réunion publique avec les conseils municipaux d’opposition



REUNION THEMATIQUE EUROPE

Le vivre ensemble dans nos sociétés multiculturelles
avec
Alain MOUCHOUX
Vice-Président de la Conférence des ONG internationales (Conseil de l'Europe)

Jeudi 2 avril
20h30
Maison des associations
105 avenue Aristide Briand (N.20)

CULTURE

Vous êtes au courant pour l'ex-centre administratif ? Il va devenir "Centre culturel et de congrès" ! M. Metton n'en parle pas, c'est normal, c'est un projet récent, il date de 2004... Bon, si vous voulez des informations, vous avez bien l'article du « Montrouge magazine » de septembre 2005, très succinct, recopié sur le site internet de la ville... en juin 2008. Et puis les comptes-rendus des conseils municipaux. Mais depuis la présentation du dossier initial en 2004, on n'y trouve que des rectificatifs sur le coût de la transformation, 20 millions d'euros en 2004, 26 en 2007, 31 en 2008 ! Et c'est tout ! C'est déjà pas mal me direz-vous, 50 % d'augmentation sans qu'aucune pierre n'ait été posée. A ce rythme, mieux vaut ne pas tarder avec les travaux... Mais moi, j'aurais voulu des explications sur le contenu et sur le développement du projet. J'ai donc contacté un artiste montrougien, membre d'un collectif d'associations qui suit de près le sujet. J'ai fait choux blanc. Depuis 2004, ce collectif essaye d'obtenir des précisions auprès du Maire (budget annuel de fonctionnement, programmation culturelle, etc.), sans résultat.

Le Centre culturel et de congrès Un projet sans les Montrougiens

Laurent BARCESSAT

Pour lui, ce « déficit d'informations avéré confine au secret quand un projet engage les finances de la commune dans une proportion aussi exceptionnelle, quand il engage la préservation du patrimoine local et le cadre de vie des habitants avec l'animation culturelle de leur ville, quand il s'agit d'un bien collectif des habitants, sa définition ne saurait être laissée à la seule discrétion du maire, ni même d'un comité réduit ». Et d'aller plus loin : « Depuis que le projet existe, il n'a jamais fait l'objet d'un débat informé en conseil municipal et n'a jamais été sérieusement présenté aux Montrougiens. Il n'a été l'objet d'aucune concertation ni avec la population ni avec les associations, en particulier culturelles ».

M. Metton est fidèle à sa conception de la politique locale, l'information est inutile, elle fait perdre du temps ; pourquoi présenter un projet en gestation alors qu'avec un projet finalisé, les ajustements seront quasiment impossibles ! Je ne voudrais pas porter malheur mais cette gestion m'en rappelle une autre : absence de concertation, décision prise seul, aucune information, budget initial largement dépassé... Si j'étais mauvaise langue, je dirais que la « méthode Metton » s'infiltre de toute part, qu'il faudrait mettre du chlore pour éclaircir tout ça, que ce projet nage dans les dépenses supplémentaires et que les similitudes avec l'actuel traumatisme montrougien me plongent dans une grande inquiétude... si j'étais mauvaise langue !

Recevez la Lettre des Socialistes par courrier électronique



C'est gratuit et rapide !
Il suffit d'envoyer un mail avec vos nom et prénom en précisant « abonnement à la lettre » à l'adresse : psmontrouge@free.fr

Le Parti Socialiste de Montrouge sur internet
<http://psmontrouge.free.fr>

Montrouge, 45 200 habitants 2ème ville la plus dense des Hauts-de-Seine

Notre ville a connu une très forte croissance de sa population ces dernières années et rassemble aujourd'hui 45 200 Montrougiens selon l'INSEE. Cette évolution fait de Montrouge **une des dix communes qui a gagné le plus de population dans la région Ile-de-France**. Elle en fait aussi la **2ème ville la plus dense des Hauts-de-Seine avec 21 825 hab/km²** juste après Levallois-Perret (26 079 hab/km²) et devant Courbevoie (20 243 hab/km²) !!

Joaquim TIMOTEO

S'il avait échappé aux Montrougiens vers quel modèle urbain, la municipalité souhaitait nous engager, la proximité avec ces 2 autres villes du département ne laisse plus de doute : l'avenir, ce sera toujours plus de béton et toujours moins d'espaces verts... En 2009, les promotions immobilières continuent de prospérer et tout laisse à penser que nous glisserons progressivement vers la barre des 50 000 habitants dans un avenir pas si lointain.

On aurait aimé pour le maintien de la qualité de vie des Montrougiens, que les équipements publics aient connu une aussi belle croissance. Mais combien de crèches la ville a-t-elle prévu en plus pour satisfaire les besoins des jeunes familles installées ? Aucune ! Combien d'écoles supplémentaires pour améliorer l'accueil des enfants ? Aucune ! Combien de nouveaux espaces sportifs pour les loisirs de tous ? Aucun ! Et la liste pourrait se poursuivre... Pourtant des opportunités ont existé lorsque des terrains se sont libérés. Les saisir le moment venu aurait donné un autre visage à notre ville. Ce choix n'a pas été celui de la majorité de droite et il handicapera notre ville pour longtemps.

Le contre-plan de relance du Parti socialiste un plan « qui marche sur ses deux jambes »

Michèle OUZIEL

Le plan de relance socialiste présenté lors d'une conférence de presse, le 21 janvier par Martine Aubry, est un plan **d'urgence, massif et équilibré** : 50 milliards d'euros dont 24 milliards pour soutenir la consommation et 26 milliards pour l'investissement.

Alors que la France s'enfonce dans une crise économique et sociale profonde, le gouvernement Sarkozy s'en tient : à un plan d'investissement à long terme, à aider les banques sans contrepartie et à maintenir un budget 2009 inadapté à la situation. Ce ne sont pas les annonces du sommet social qui combleront le vide des propositions pour l'emploi et le pouvoir d'achat.

Face à l'inaction du gouvernement Sarkozy-Fillon, les propositions du Parti Socialiste

Relancer le pouvoir d'achat et la consommation

Une aide immédiate de 500 euros pour les salariés bénéficiaires de la prime pour l'emploi et des minima sociaux, une baisse de 1% du taux de la TVA pour faire baisser les prix, une hausse de 3% du SMIC, la revalorisation immédiate des allocations logement de 10%, le gel des loyers dans les zones de forte hausse en 2009 et 2010...

Agir pour l'emploi et la protection des salariés

Un gel immédiat de toutes les suppressions de postes dans la fonction publique, une augmentation de la durée d'indemnisation du chômage, l'extension à titre exceptionnel du chômage partiel jusqu'à 1600 heures, indemnisé à 80% du salaire, la limitation des « licenciements boursiers », la relance des emplois aidés...

Relancer une véritable politique industrielle et soutenir l'investissement

La construction de 300 000 logements sociaux, un effort immédiat pour l'investissement public avec un pacte de relance pour les collectivités locales et un plan de modernisation de l'hôpital public, la création d'un fonds de soutien aux PME pour l'automobile, une majoration de 50% pour le financement de la recherche dans les PME innovantes...

Le 27 janvier à l'Assemblée nationale avec la **motion de censure des socialistes**, l'actualité de la crise et les difficultés des Français étaient au cœur du débat parlementaire. Cette motion n'a pas été seulement un **acte de résistance face à un Président de la République** inefficace contre la crise et autoritaire dans l'exercice du pouvoir. Elle a représenté **une véritable alternative à la politique gouvernementale** car elle a porté à la fois la critique et des propositions crédibles sur les plans économique, social et écologique en proposant un autre chemin pour notre pays.

A renvoyer au Parti socialiste, 108 avenue Henri Ginoux 92120 Montrouge



RENFORCEZ LE PARTI SOCIALISTE, REJOIGNEZ-NOUS

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tél portable : Tél fixe :

Email :

☐ Je souhaite prendre contact avec les socialistes

☐ Je désire adhérer au Parti socialiste

☐ Je verse euros pour soutenir l'action du PS

(chèque à l'ordre de AFPS92. Selon les dispositions de la loi du 9 janvier 1995, ces sommes seront soumises à réduction d'impôt)

La lettre des Socialistes de Montrouge



Un faux plan de relance, de vrais plans sociaux

Pas un jour sans une annonce de licenciements massifs ou de restructurations mortifères pour l'emploi... Les plans sociaux se préparent au grand jour ou à mots couverts... et la crise s'installe. Ce sont les jeunes, les salariés les plus précaires ou les moins qualifiés qui sont les plus durement touchés. Les plans de sauvetage et autres recapitalisations ne suffisent pas à contenir un chômage grandissant qu'il soit partiel ou total. Ainsi en janvier 2009, ce sont plus de 90 000 chômeurs supplémentaires qui ont été recensés dont plus d'un sur cinq a moins de 25 ans !

Depuis plusieurs mois, le Parti socialiste tire la sonnette d'alarme sur une baisse prévisible de croissance de l'ordre de 2% (contre seulement 1% annoncé par le gouvernement Sarkozy-Fillon) et sur ses conséquences. Les grands organismes internationaux (FMI, OCDE) confirment aujourd'hui cette prévision et renvoient le gouvernement français à la dure réalité.

Face à cette crise économique et sociale, le plan de relance gouvernemental reste bien en deçà de ce qu'il devrait être pour préserver notre économie, assurer à nos concitoyens la protection qu'ils réclament et en premier lieu leur donner rapidement quelques moyens pour faire face à la dégradation de leur pouvoir d'achat. Les évolutions récentes démontrent que les propositions faites par les socialistes sont tout à fait

réalistes, n'en déplaisent à quelques détracteurs patentés. Elles sont conformes à la nécessité d'une réponse immédiate aux difficultés de nos concitoyens et à la préservation de l'emploi. Sur ce dernier point, il est grand temps que l'Etat recule sur ses annonces de suppressions d'emploi prévues pour 2009 que ce soit pour l'Education nationale (13 500), dans les Hôpitaux publics (20 000), les services des administrations, l'audiovisuel public, etc.

Les allègements fiscaux déjà accordés aux plus aisés, le maintien des heures supplémentaires détaxées qui détruisent des emplois au lieu d'en créer, tout comme la disparition de la taxe professionnelle (sans proposition d'aucune autre ressource alternative) sont autant de mesures injustes qui renforcent les inégalités entre les citoyens et les territoires. Le gouvernement Sarkozy-Fillon s'est trompé de voie ; il doit enfin le reconnaître, ajuster sa politique, cesser de mettre sous pression les classes moyennes.

Enfin au-delà de nos frontières, l'urgence est aussi de penser une stratégie de relance coordonnée en Europe qui lutte contre le dumping social et dessine un horizon meilleur pour tous. C'est en bâtissant un nouveau modèle de développement, en proposant une nouvelle donne sociale et écologique que nous sortirons nos économies de la crise. Les socialistes français et européens y travaillent.



Joaquim TIMOTEO
Secrétaire de section

REUNION PUBLIQUE

Les élus du Parti Socialiste, des Verts et du Parti Radical de Gauche
vous invitent à faire le point sur l'actualité municipale



MERCREDI 8 AVRIL 2009
20h30

Centre de loisirs Maurice Arnoux
103, rue Maurice Arnoux

Venez échanger avec les conseillers municipaux.